

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
19 au 25 octobre 2000



10 FF
1,52 €

Développement des luttes dans la santé Soignons notre avenir... avec détermination

LA MANIFESTATION DES masseurs-kinésithérapeutes et infirmières libéraux, le 6 octobre dernier, a été largement médiatisée. La situation des masseurs-kinésithérapeutes libéraux se dégrade. La lettre-clé (AMK) est passée de 13,40 F à 13 F, au mois d'août, avec comme conséquence immédiate une baisse de leurs honoraires, à plus long terme une baisse de leurs retraites. Cette mesure a été prise suites aux propositions de la CNAM qui poursuit son plan d'économie des dépenses de santé: elle s'inscrit dans la logique de pénalisation des professionnels de santé libéraux

forfaitaire de déplacement maintenue à 12 F (les syndicats réclament qu'elle soit portée à 25 F) et une indemnité kilométrique fixée à 1,60 F conduisent à une pénurie de professionnels se rendant à domicile. Et aucune mesure n'est envisagée pour combler ce déficit: par exemple, donner les moyens au service public ou au tissu associatif d'embaucher des professionnels exerçant au domicile des personnes en demande de soins. Les seuls emplois salariés pour l'exercice au domicile relèvent de certains secteurs d'activité (enfants handicapés, personnes âgées en perte d'autonomie) et de certaines catégories

tible totale sans service minimum. Leur colère se nourrit de l'écart grandissant entre les salaires du public et ceux du privé, de la dégradation de leurs conditions de travail souvent liée à la mise en place des 35 heures. Les revendications annoncent dans certains cas une exigence d'augmentation de salaire à hauteur de 20%. Les patrons se tournent vers le gouvernement pour trouver des solutions de financement.

Contre la flexibilité, pour des augmentations de salaires

Les infirmières spécialisées (en anesthésie et en bloc opératoire), très mobilisées au printemps pour obtenir une grille indiciaire spécifique et un recrutement de personnel qualifié notamment en bloc opératoire (au lieu d'un exercice illégal d'aides opératoires non formés, suite à l'article 38 de la loi sur la CMU) attendent avec vigilance les négociations prévues pour le 1^{er} décembre. Le ministère devra tenir ses engagements au risque sinon de rassembler les IADE et les IBODE en un même mouvement revendicatif, alors qu'elles avaient mené la grève en ordre dispersé.

Certains services d'urgence sont de nouveau en ébullition après deux mois d'être passés dans les pires conditions d'effectifs: Versailles, Grenoble... Les cadres soignants commencent à se mobiliser aussi: ils revendiquent une augmentation salariale au regard du niveau de responsabilités qui leur sont confiées mais surtout, ils en ont marre de gérer la pénurie en personnel. À nouveau, il manque des infirmières dans le service hospitalier public. La volonté du gouvernement de former 50% d'étudiants en plus — ce qui ne pourra régler le problème de pénurie que dans trois et demi, à l'issue de la formation — se heurte à un non-intérêt des jeunes à se présenter au concours d'entrée. Certains instituts de formation, qui avaient reçu l'injonction d'augmenter leur quota, se trouvent dans l'obligation d'organiser un deuxième concours faute d'un nombre suffisant de candidats à la première session. En embauchant des formateurs infirmiers pour répondre à plus d'étudiants, c'est autant d'infirmiers qui quittent les soins, autant à recruter dans les services de soins.

De nouvelles mobilisations à prévoir

Quant à la réduction du temps de travail, elle s'est faite à minima dans le secteur privé avec refus de Martine

Aubry d'embaucher à hauteur de la RTT même quand il y avait eu accord des partenaires: les embaûches se sont faites à moitié de ce qu'il aurait fallu pour compenser la RTT, et avec restrictions salariales (gel sur plusieurs années ou réduction des salaires), aggravant les conditions de travail et de vie sociale. Aujourd'hui, les salariés ne sont plus prêts à faire des concessions sur leur salaire car ils veulent bénéficier, comme d'autres, des fruits de la croissance et de la redistribution des profits. Dans le secteur public, la réduction du temps de travail sera donc applicable au 1^{er} janvier 2002 sur la base de 1 600 heures annuelles mais pouvant être réduites dans le cas de sujétions particulières (travail de nuit, travail de dimanche et jours fériés, horaires décalés). Ce que craignent les agents, c'est ce qui s'est passé dans le secteur privé: la non-com-

pensation totale en effectifs (soit 11,4% équivalent à 80 000 emplois supplémentaires à créer), l'annualisation du temps de travail, le calcul horaire des congés payés et des arrêts de travail (maladie, accident du travail), une amplitude de travail qui ne prenne pas en compte les temps d'habillage, de pause obligatoire et de repas.

Des feux sont allumés de toutes parts: un feu d'artifice potentiel en perspective mais aucune réflexion de fond qui pourrait fédérer ces mécontentements et qui s'orienterait vers une politique sanitaire et sociale pour répondre aux besoins de la population tout en donnant à chacun des professionnels des possibilités d'activités utiles et épanouissantes, dans un cadre non marchand.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre-Besnard

DÉGRAISSAGE DANS LA SANTÉ



prévoyant des sanctions collectives en cas de dépassement de l'objectif budgétaire. Loin de nous, l'idée de défendre l'exercice libéral, mais il reste absurde, quel que soit le secteur d'exercice, de n'avoir qu'une logique comptable pour répondre aux besoins de la population, besoins qui ne sont jamais évalués en amont. Aujourd'hui, une indemnité

professionnelles (infirmiers, aides soignants, auxiliaires de vie, aides ménagères...). Alors, le mois de septembre a connu divers mouvements de protestations dans plusieurs villes (Lille, Nantes, Bordeaux...) avec manifestations et actions en direction des Caisses d'Assurance Maladie. C'est ainsi, que les masseurs-kinésithérapeutes de la Manche, ont lâché le 25 septembre, des centaines de souris blanches dans les locaux de la Caisse de Saint-Lô.

Toujours côté secteur privé, c'est la grève dans certaines cliniques de la région Languedoc-Roussillon, débordant un peu sur Midi-Pyrénées. Les personnels sont parfois en grève reconduc-

EDITORIAL

Le lynchage de deux soldats israéliens trouve son illusoire « justification » dans l'assassinat d'une centaine de manifestants palestiniens par le bras armé de l'État d'Israël. Cette conception de la justice se résumant à l'archaïque « œil pour œil »... n'est malheureusement pas spécifique à cette région. Il suffit de se rappeler que la peine de mort est inscrite dans l'arsenal répressif de la plupart des États au motif qu'un assassin doit payer au prix fort. Où est la différence?

Cet engrenage meurtrier en territoire palestinien est, comme on pouvait s'y attendre, prétexte à régénérer les idéologies les plus nauséabondes. C'est ainsi que des slogans « mort aux juifs » sont réapparus ici même, dans la rue et dans les salles de classe. On dénombre plus de 80 attentats contre des synagogues et autres lieux de prières.

Actes de « vengeance » des morts palestiniens, actes antisémites ou provocations d'extrême droite... difficile de faire le tri. Dans tous les cas de figure, ils nous sont intolérables parce que négateurs de toute civilisation et propagateurs de la haine et de la violence.

En contrepoint, il faut souligner la dignité de la manifestation de soutien au peuple palestinien qui a rassemblé à Lyon plus de 5 000 personnes, essentiellement issues des populations nord africaines. Le calme et la volonté des associations maghrébines initiatrices, ont su donner le sens de la mesure en rejetant toute idée de mépris et de haine à l'encontre du peuple israélien. Cette approche était largement et clairement partagée par l'ensemble des manifestants. Cela nous conforte dans l'idée qu'il existe des espaces et des convergences politiques plus puissants que l'actualité ne le laisse supposer.

L'indispensable rejet de l'état de terreur qui domine au Proche Orient ne trouvera de solution que dans la volonté et l'aspiration des populations à rejeter toute domination et exploitation économique. Car derrière les masques religieux se cachent des intérêts capitalistes et étatiques: États-Unis, États européens, État d'Israël, États arabes et compagnies pétrolières ont créé et alimentent les divisions religieuses et ethniques pour mieux assurer leur pouvoir et leurs profits. En ce moment, leurs stratégies géopolitiques criminelles touchent plus durement les Palestiniens. Mais peut-on oublier le sort des populations kurdes, irakiennes, syriennes et autres dont le sort quotidien n'est guère plus reluisant?

L'entraide et le fédéralisme libertaire restent des leviers émancipateurs qui ne demandent qu'à être utilisés.

ISSN 0026-9433 - N° 1217

M 2137 - 1217 - 10,00 F



FOP 2520

Dix questions et autant de réponses pour des transports gratuits pour tous

LE DROIT DE SE DÉPLACER librement est aussi vital pour un individu que le droit à la liberté, à une éducation libre et laïque ou à un logement décent. Dans ce domaine, comme dans d'autres, la société est fondée sur l'injustice et les inégalités. L'accès à des transports libres et gratuits pour tous est une nécessité dans une société basée sur la liberté de l'individu et l'égalité sociale.

Aujourd'hui, qui paye quoi?

Les statistiques du ministère des Transports, de la SNCF ou la RATP constatent que les trois quarts des déplacements en transports collectifs sont liés au trajet « domicile-travail ». Pour le réseau SNCF Île de France le nombre de personnes utilisant : une carte orange, une carte hebdomadaire, les cartes étudiants ou imagine « R » représentent plus de 86% des voyageurs et 90% sur le réseau Bus RATP.

À la RATP, la billetterie ne représente que 35% des recettes dont les deux tiers sont les cartes oranges et autres réductions. Des économistes affirment que nous - usagers - ne payons que la fabrication des billets, l'entretien des machines à composer, les contrôles... Économiquement, les transports gratuits pour tous reviendraient moins cher à la société.

Aujourd'hui qui profite des transports gratuits?

Nous sommes devant une situation socialement ubuesque: ce sont ceux qui économiquement sont les plus favorisés qui bénéficient des transports gratuits. En effet, nos pères patrons et dirigeants politiques ont tous une voiture avec chauffeur, ils voyagent donc gratuitement! La plupart des cadres « dynamiques » ont des voitures de société, voyagent en première, en avion sur le compte de leur société et personne ne trouve rien à redire. Les salariés ont leur

carte mensuelle remboursée pour moitié par leur employeurs. Ce sont donc les hommes et les femmes les plus économiquement précaires qui payent le plus le droit à se déplacer. Jeunes; précaires, chômeurs, RMIstes, sont les seuls à payer plein tarif alors que leurs besoins en transports sont équivalents aux autres. Ce sont aussi les zones plus défavorisées qui bénéficient des réseaux les moins nombreux: elles sont les moins bien desservies. En région parisienne, si tous les transports publics convergent sur Paris, vers la Défense ou les grands magasins c'est bien pour aider les patrons à « convoier » leurs employés vers les lieux de travail et les consommateurs vers les zones d'achat! Ce sont les employeurs, les grandes surfaces qui profitent le plus des transports, c'est donc à eux de payer!

Quels changements pour les usagers?

Ce service public appartient à tous et à toutes. La gratuité des transports est un pas important, mais non suffisant. Actuellement, les technocrates et les patrons décident de tout: la création de nouvelles lignes « transversales » le rythme des passages en périodes « creuses » sont décidés contre nos besoins. Les gares, le métro sont des espaces publics, ils nous appartiennent. Ce « service au public » doit être géré directement par des représentants mandatés et révocables, représentants des usagers, des salariés et de tous les habitants des communes concernées. C'est les besoins des usagers et l'utilité sociale qui doivent primer et orienter la politique des transports et non la rentabilité financière.

Quels changements pour les salariés?

Les gouvernements, le patronat ont l'habitude d'opposer les usagers aux salariés. Pas besoin d'être énarque pour comprendre qu'à chaque fois que l'on améliore la qualité des

transports pour les usagers, il y a des retombées favorables pour les salariés. Inversement, toute amélioration des conditions de travail se traduit par une amélioration de la qualité des services rendus. Selon la RATP plus de 60% des conflits « usagers/salariés » sont liés à la perception des « titres de transports ». La gratuité, c'est des rapports plus « cool » entre usagers et salariés.

Et la fraude? zéro franc = zéro fraude

C'est évident, cette proposition dépasse largement les possibilités d'un cerveau de technocrate. Les contraventions coûtent plus chères

basées sur l'inégalité et l'oppression de quelques uns sur la majorité, des îlots de « liberté » et « d'égalité » ne survivraient pas.

Qui payera?

La gratuité, c'est d'abord des économies pour les entreprises. Zéro machines coûteuses à entretenir (1), zéro billets à fabriquer. De plus, la multiplication des réductions multiplient les frais de gestion. Mais, c'est aux principaux bénéficiaires du réseau de transports de payer: Si 86% des usagers de la SNCF (Ile-de-France) achète un titre de transport d'abord pour aller travailler, c'est aux patrons de payer cet usage.

Strasbourg. Il est clair que la gratuité des transports favorisera encore plus les bus, les trams et les métros. Moins de voiture, c'est moins de pollution, moins de maladies respiratoires. Tout le monde l'a déjà compris sauf ceux qui eux ont des voitures de fonction.

Qu'est-ce que le service public libertaire?

L'éducation, la santé, les transports, la culture, la gestion de l'eau potable... Tous ces services sont indispensables à toute société humaine. Pour les anarchistes, l'accès à ces services doit être libre et égalitaire. L'égalité des droits que nous proposons le capitalisme et la démocratie parlementaire est un leurre sans égalité sociale. Dans notre société, la gratuité est la seule garantie d'égalité sociale. Le service public doit être dégagé de toutes pressions politiques et de rentabilité financière. Les anarchistes proposent la gestion directe de ces services publics, leurs dirigeants doivent mandatés et révocables par les usagers et les salariés.

Et en province?

Quelle que soit la taille des agglomérations, les problèmes restent les mêmes: la gratuité, c'est l'égalité de tous les habitants. Nos propositions sont en tous points applicables immédiatement, même dans les villes moyennes. De plus, les réseaux SNCF ou de cars interurbains apportent les mêmes services que dans les grandes villes. Plutôt que de fermer des lignes dites secondaires et ainsi favoriser le tout automobile, les usagers et les salariés doivent imposer la notion d'utilité sociale et non subir celle de la rentabilité financière.

Que faire dès maintenant? Agir au lieu d'élire!

Les élections n'ont jamais résolues véritablement les problèmes de société.

Nous, anarchistes luttons au quotidien, au côté des usagers, des salariés, des chômeurs, pour rendre la société plus juste, plus libre, plus égalitaire. Dès aujourd'hui, il faut exiger des transports gratuits pour tous, demander l'arrêt immédiat des contrôles, des amendes et des poursuites, et de manière générale nous occuper directement de nos affaires pour que personne ne décide plus à notre place.

groupe libertaire Louise Michel

(1) En Ile-de-France, le nouveau système de billetterie coûtera plus d'un milliard de francs pour équiper deux tourniquets par station et 140 millions de francs pour l'achat de cartes à puces.



qu'elles ne rapportent, 25% sont réellement payées après des mois de procédures. Pour beaucoup, la fraude est un acte de « légitime défense sociale » face à la misère et à la précarité. Frauder est un acte de désobéissance civile dont le capitalisme et l'État portent la responsabilité initiale. Rendre le service public ouvert et gratuit pour tous les habitants, c'est rendre tous les usagers responsables de leur transport collectif et donc entre autre de le respecter. Bien sûr, tout ne sera pas réglé par un simple coup de baguette magique, tant que la société sera

C'est aussi à tous ces commerçants qui sans transports ne pourraient faire venir dans leurs magasins les centaines de milliers de consommateurs. Il n'est pas possible de comptabiliser tous les bénéficiaires indirects des transports gratuits.

Et l'environnement?

Dans de nombreuses villes, l'apparition de nouvelles lignes de tramway, de métro; de bus ont eu des répercussions plus que favorables pour l'environnement: — 10% de circulation à Toulouse, — 5% à Nantes et à

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: J. Toublert
 Service abonnement: 02 35 84 27 17
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Hebdo 1
 Diffusion N.M.P.P.

Retrouvez
 la Fédération anarchiste sur le web,
 Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

Le travail, c'est pas la santé !

DANS UN MONDE OU LA logique capitaliste nous est présentée comme un horizon « moderne » et indépassable (nous préservant de la barbarie nationaliste, religieuse et idéologique... rien que ça !), deux études émanant pourtant d'institutions de ce même ordre mondial

écornent ces jours derniers ce conte de fée inepte. C'est l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui ouvre le bal avec un « document de travail » sur la santé mentale où l'ensemble des prévisions table sur « un accroissement draconien des problèmes de santé mentale dans l'avenir ». Les dépres-

sions liées au travail, par exemple, ne peuvent que croître car « les travailleurs sont confrontés à une série de nouvelles structures et processus de travail : réduction de la taille des entreprises, emploi précaire, charge accrue de travail ». Ainsi, au Québec, les absences prolongées du travail pour troubles mentaux sont passées de 2 % en 1980 à 33 % en 1995 ! Les maladies mentales, dans le monde, représentent aujourd'hui 11,5 % des maladies (340 millions de grands dépressifs par exemple), en 2020 elles devraient être autour de 15 %.

Le Bureau international du travail (BIT), quant à lui, a publié le 10 octobre une étude sur la dépression, l'anxiété, le stress et le surmenage au travail. Cinq pays « représentatifs sur le plan de la législation, des services de santé et des solutions aux problèmes de santé » et où « les restructurations, la flexibilité et les

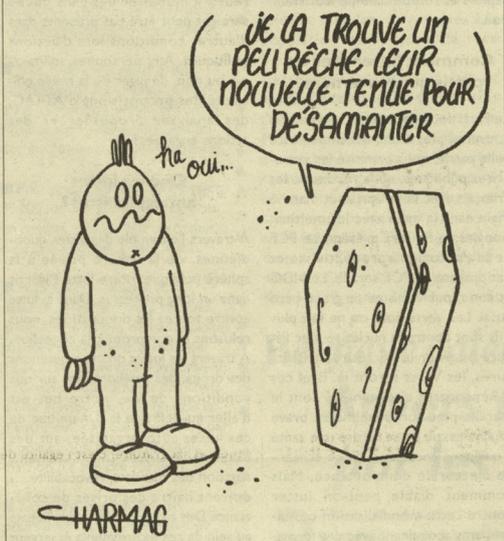
mutations technologiques » créent « un rythme de travail et une concurrence accrue » ont été passés au crible.

Aux États Unis, plus d'un adulte sur dix serait ainsi affecté par les « exigences de productivité », entraînant une perte annuelle de 200 millions de journées de travail. Au Royaume-Uni, où précarité et instabilité vont de concert, près de trois salariés sur dix sont touchés chaque année par des problèmes de santé mentale. En Allemagne, où la rationalisation et l'introduction rapide des technologies ont multiplié les contraintes de délais, les dépressions entraînent 7 % des départs précoces à la retraite ; la perte annuelle de production causée par les arrêts de travail pour troubles psychiques est évaluée à plus de 5 milliards de DM. En Finlande, plus de 50 % de la population laborieuse affiche des symptômes de dépression. Enfin, en

Pologne, la course à la mutation socio-économique « a de graves répercussions sur le bien-être mental ». Au total, le coût des troubles mentaux dans l'Union européenne représenterait entre 3 et 4 % des Produits intérieurs bruts (PIB). Si tous ces chiffres dessinent l'ampleur du phénomène, ils ne pourront jamais rendre compte des peines et des galères quotidiennes vécues, des vies en pointillés qu'engendrent la dépression et le repli sur soi, cette survie douloureuse et ennuyeuse. Par contre, si l'on replace ces chiffres dans une perspective capitaliste, on peut malheureusement parier qu'ils évalueront des politiques de maillage social de plus en plus fin, dans ou hors de l'entreprise, basées sur la contrainte... afin de réduire les coûts induits par l'inhumanité du capitalisme !

Martial. - groupe Kronstadt (Lyon)

LA SANTÉ AU TRAVAIL



Répression des FTP

Analyse d'un engagement antifasciste

LE 15 OCTOBRE, DEUX militants antifascistes, Yves et William, sont arrêtés et emprisonnés suite à une série d'attentats revendiqués par les FTP (Francs tireurs partisans) dans la région PACA. Des attentats qui s'échelonnent de 1991 à 1998 et qui vont de l'attaque aux cocktails molotov du siège du F.N. à Marseille à diverses destructions à l'explosif ou à la grenade de locaux du F.N.

Des actions qu'il faut mettre en lumière par rapport au contexte particulier de la région PACA où le F.N. a pignon sur rue, tient quatre municipalités, où le jeune Ibrahim Ali avait été tué par des militants du F.N., sans compter la banalisation des idées d'extrême droite, les abus de pouvoir, etc.

On pourra dire ce qu'on veut sur les méthodes employées par le F.T.P. vis-à-vis du F.N., toujours est-il que leur engagement pose question, notamment « quand doit-on prendre les armes ? ». Deux productions en soutien aux deux militants FTP voient le jour quasiment en même temps.

Un livre d'abord, édité par Reflex-No Pasaran : « Franc-tireur, un combat antifasciste à Marseille » (1). Un livre très bien fichu qui décortique la peste brune sur Marseille et sa région et qui donne la parole au FTP à travers un récit de cet engagement antifasciste, la prison, les soutiens... Le livre se termine sur un texte de No Pasaran résumant le combat antifasciste par rapport à l'Histoire et au combat quotidien.

L'autre production est un disque, « Résistance » (2). Une compilation concoctée par On a faim !-label (qui a déjà œuvré dans les compilations à thèmes politiques et notamment antifasciste) auquel se sont joint No Pasaran, Ras l'Front Paris, quelques associations alternatives : le Kiosk, Maloka, Rastaquouère, Shunk, Unity rocker et le label Crash-disques. Tout cela donne une compilation de 17 groupes, le fleuron du « rock » engagé actuel. Beaucoup de ska (Jamasound, Kargol's, 100 grammes de têtes, Rude Boy System, Protex blue...), mais aussi un peu de punk (Abdomen, Kochise, Brigada Flores Magon...), voire de nouvelle chanson française (Mascarade, Igor Agar)... L'argent récupéré grâce à ces deux productions servira à payer les frais de justice, qu'on se le dise.

J-P L. - groupe de Rouen

(1) Franc-Tireur. 40 F. No Pasaran, 21 rue Voltaire, 75011 Paris.

(2) Résistance. 65 F port compris. On a faim ! Label. B.P. 166, 86004 Poitiers cedex.

Caravane anticapitaliste : étape à Dijon

LE RÉSEAU « SANS-TITRE », dont font partie certains militants de l'Espace autogéré des Tanneries élaborait, il y a quelques mois, le projet d'une caravane anticapitaliste sillonnant les routes de France. Ce projet est né en opposition à la tenue des sommets du F.M.I. et de la Banque mondiale à Prague. (voir ML 1215).

« En partant de l'intérêt de mobiliser pour Prague, nous avons pensé que le meilleur moyen serait encore de le faire en allant à la rencontre des gens, pour militer, causer, faire la fête ensemble et faire passer des idées, échanger sur nos luttes et recherches d'alternatives au système capitaliste » (Sans titre, bulletin numéro 4). Ses objectifs sont : l'information sur les différentes institutions économiques mondiales, sur leurs sommets (Nice, les 7-8 décembre prochains), sur les luttes anticapitalistes à travers le monde, sur les alternatives existantes.

- la réalisation d'actions ;
- le renforcement des liens entre groupes et collectifs au niveau local et national.

Après avoir été accueillie dans différentes villes (Marseille, Nice, Paris, Rennes, Nantes...), elle fit une étape à Dijon les 7 et 8 octobre derniers.

Au programme : concert, radio, forum discussion, vidéos et interventions sur la place publique avec comme support un grand jeu de la consommation. Sorte de jeu de l'oie où les mécanismes de l'exploitation économique, apparaissent décortiqués, mis à nu par un présentateur gouailleux narrant la vie de deux familles : l'une vivant en Occident, l'autre dans l'un de ces pays pudiquement nommé « en voie de développement ». cela sous l'œil et les coups de fouet d'un déceuvé mi-flic mi-militaire garant d'un certain ordre qui finira renversé par la fraternisation des deux familles.

Ce jeu est en effet un véritable appel à la critique, à la fraternité, à la révolte individuelle et collective, à la désobéissance civile, aux révolutions, bref, à l'intelligence et au bon sens, tout simplement.

Une heure après cette intervention vitaminante, nous étions 200 à manifester notre hostilité certaine à un système qui n'arrête pas de rendre le monde marchandise pour le plus grand profit d'une minorité sans cesse arrogante et guerrière. Le capitalisme, c'est l'insécurité ! (guerres, pollutions, chômage, misère, précarité, atomisations des individus, destruction des liens sociaux, déceuvage généralisé, accidents, maladies professionnelles...).

Fait du hasard, Dijon accueillait ce même jour Europolice, événement culturel majeur (fanfares des différentes polices européennes, expositions d'uniformes, de matériel) avec comme but de rapprocher le citoyen de sa police.

C'est donc en toute logique que nous avons fait apparaître lors de la manifestation (par les banderoles, tracts, slogans) les liens intrinsèques entre capitalisme et contrôle social, entre oppression et répression, entre mondialisation économique et Europe forteresse.

Nous voulions pour conclure cette journée de lutte nous rendre devant le lieu où se déroulaient les festivités policières. Un barrage bleu marine rempli de hargne nous en empêcha, en toute logique.

Les chiens ont aboyé, la caravane est passée.

groupe libertaire dijonnais (Scalp, F.A., individus)

Prochaines étapes de la caravane anticapitaliste : Genève les 17-18 octobre ; Lyon le 19 octobre ; Strasbourg les 21-22 octobre ; Lille les 24-25 et Bruxelles les 26-27 octobre.

web : <http://www.multimania.com/anticapitaliste>

Faits d'hiver Libérez nos camarades !

Jadis, parce qu'il fallait bien faire bouillir la marmite (comment s'en sortir avec 14 000 F - sans les primes - par mois en fin de carrière ?), le flic lambda, après une journée de taf harassante, était souvent contraint de poser le képi pour enfler le bleu de travail.

Le soir, à la débauchée, ou pendant le week-end, Javers se transformait donc en Gavroche de la peinture, de la plomberie ou de l'électricité. Officiellement, bien sûr, tout cela était interdit. Mais la hiérarchie, qui, parfois, en profitait, fermait les yeux.

Pour l'heure, il semble que le travail au black auquel s'adonne le flic de base pour arrondir ses fins de mois ait changé de nature (ça bosse désormais dans des compagnies de gardiennage ou de sécurité, ça crée même ses propres sociétés, et ça palpe balèze) et ait pris des proportions telles que le ministère de l'Intérieur n'envisage rien moins que de réprimer les flics travailleurs.

Est-il besoin de le préciser, nous ne tolérerons pas que les petits marquis socialistes et autres bourgeois rouges ou verts s'attaquent aux avantages acquis d'authentiques prolétaires du service public de la répression. Et si nos frères travailleurs de la maison poula-ga se retrouvaient à devoir tâter de la paille humide du cachot, nul doute que nos poitrines jailliraient ce cri du cœur de toutes les solidarités de classe : « Libérez nos camarades ! »

Jean-Marc Raynaud

ATTAC, l'arnaque ?

IL ÉTAIT UNE FOIS LE CAPITALISME. Il se mondialise, se globalise. Les firmes transnationales apparaissent comme les nouveaux maîtres d'un monde ouvert à leur quête de profits. Concrètement, celles-ci exigent des États qu'ils cessent d'intervenir dans la machine économique, qu'ils appliquent les mesures libérales qui s'imposent et garantissent une « paix » sociale dans l'intérêt des firmes (en surveillant et réprimant de plus en plus sa population). Au fil du temps, l'économie capitaliste est passée de la logique de produire pour dégager des profits et rémunérer ses actionnaires, à celle de spéculer sur les monnaies et les fonds de pension et forcer les sociétés à dégager des profits exorbitants le plus rapidement possible. Cela explique pourquoi des firmes bénéficiaires appliquent des « plans sociaux » destinés encore et encore à abaisser le coût du travail et à garnir les poches de leurs chers actionnaires. C'est ce que l'on appelle le néo-libéralisme.

de cette logique de profit qui n'est qu'une logique d'aliénation et de mort.

La taxe Tobbin, moins que du réformisme: un soin palliatif!

Cette taxe sur certaines spéculations a été imaginée en 1972. Elle connaît un succès important, à droite comme à gauche. En 1985 elle est remise sur la table par Chevènement. Mitterrand lui-même relance cette idée en 1994 au sommet social de Copenhague. Parmi ses soutiens on peut compter sur Conable (président de la Banque Mondiale de 1986 à 1991) mais aussi sur Delors, Pasqua, Balladur, Jospin (dans son programme de 1995)... « Elle réduirait la dimension des marchés de changes sans le paralyser. Elle agirait à titre préventif en rendant non profitables certaines opérations spéculatives sur les marchés de changes, et éviterait ainsi que se forment des attaques déstabilisatrices contre les monnaies. »

Elle aurait même été présentée en premier lieu à un congrès de jeunes entrepreneurs dans cette optique! Cette taxe ne serait donc même pas une mesure réformiste mais une soupe de sécurité pour le système. Tobbin lui-même s'étonne de voir sa théorie présentée comme une réforme de gauche! De plus elle soulève de nombreuses questions. À qui donner l'argent dégagé? Au pays pauvres... à leurs dictatures? aux bourgeoisies nationales? Comment s'assurer de la juste distribution de cet argent? Créer une commission ayant pour but de contrôler sa répartition? Mais qui contrôlerait cette commission? C'est le cercle sans fin! Et donner de l'argent « sous contrôle » aux pays pauvres, n'est-ce pas finalement soumettre ces pays aux impératifs économiques capitalistes, comme l'ont fait les États-Unis en 1945 avec le plan Marshall?

État et citoyenneté

Grâce aux discours d'experts-e-s, qui nous ordonnent (sous le couvert de sciences économiques) les positions politiques à prendre, cette néo-social-démocratie prétend faire de la politique autrement, alors qu'elle ne fait que reprendre les vieilles thèses économiques keynésiennes: mythe interventionniste de l'État garant du pouvoir d'achat des consommateurs/trices. Au-delà des crises de politiques keynésiennes (1973...), cette idéologie est le pilier de la société de consommation et du salaire: il s'agit de produire en dehors de toute utilité sociale, quitte à justifier l'industrie du luxe, de l'armement... avec l'aval de l'État (qui se doit d'être loyal, républicain, citoyen).

Issus des classes moyennes intellectuelles (qui tire souvent ses revenus de son insertion dans les rouages de l'État: beaucoup de fonctionnaires, de salariés-e-s du tiers-secteur, mais également de syndicalistes qui, depuis 1945, se sont toujours appuyés sur l'État pour régler les conflits les opposant au patronat) les partisan-e-s de cette social-démocratie sont donc très attachés-e-s à la figure de l'État national, intégrateur, régulateur, interventionniste. D'où la référence constante aux « citoyens », ces bipèdes libres et égaux entre eux. Or cette démocratie bourgeoise née avec la Révolution française ne peut porter sur les fonds baptismaux que les « citoyens » disposant d'un capital culturel fort; quant aux rejetons-e-s des basses classes qui parviennent dans l'hémicycle, on connaît depuis des lustres leur sort: ils-elles sont happés-e-s par la machine et oubliés vite ce pour quoi ils ont été élus-e-s: « le système représentatif, loin d'être (une) garantie pour le peuple, créée et garantie, au contraire, l'existence permanente d'une aristocratie gouvernementale contre le peuple » (Bakounine). Le comble de ce fouillis idéologique chez ATTAC est à chercher dans cette expression: « contrôle citoyen de la dictature des marchés » (ATTAC, occupation Vivendi, 1999): non-sens idéologique, comment contrôler une dictature?

Très souvent le PS, PCF, Verts, MDC s'associent aux manifestations d'ATTAC, comme lors des rencontres citoyennes du 7 octobre 2000. Il faut rappeler qu'il existe même un groupe ATTAC à l'assemblée nationale. Les « Rencontres citoyennes » sont des rencontres de gauche, pour le peuple de gauche, réformiste et social-démocrate, élitiste et bien pensant, ressortant les vieux discours d'il y a 20 ans. Régulièrement on entend ATTAC parler de « nation » ou d'« État souverain », discours bien connu de sans-papiers et responsable de leur situation.

Comment lutter avec les partis qui gouvernent!

Le Parti socialiste qui, en vingt ans, a gouverné plus d'une décennie notre belle patrie, qui a privatisé les entreprises publiques, qui a réconcilié les Français avec l'entreprise et marché main dans la main avec les multinationales, le PS sera présent. Le PCF et sa rhétorique productiviste et nationaliste, le PCF sera là. Le MDC et son républicanisme de grand-père aussi. Les Verts dont on ne sait plus s'ils sont contre le nucléaire avec fissure ou pour le nucléaire sans fissures, les Verts seront là. Bref ces « Rencontres citoyennes » sont le marche-pied sur lequel notre brave gauche essaie de se refaire une santé à quelques encablures d'une échéance électorale d'importance. Mais comment diable peut-on lutter contre cette mondialisation capitaliste en s'acquittant avec des formations politiques qui, une fois au pouvoir, ne montrent guère de zèle à s'attaquer à l'ordre du monde? Parfois, avouons-le, la politique, c'est magique! De plus en plus, les États

occidentaux travaillent main dans la main avec les multinationales, que ce soit à l'ONU, au Parlement européen (noyauté par les lobbysistes), pour déréglementer la société et s'offrir la part belle de nouveaux marchés (éducation, santé, UNEDIC...). Croire que c'est avec un État fort qu'on va renverser la vapeur est pure chimère: c'est l'État et les capitalistes qui la font cette vapeur. Malgré tout ATTAC, aura réussi (grâce au subterfuge de ne pas se présenter comme un parti), à réhabiliter un peu la politique et a réussi à mobiliser des gens qui ne seraient peut être pas présents dans d'autres conditions lors d'actions politiques. Aux personnes, militantes ou non, de juger de la réelle efficacité des propositions d'ATTAC, des analyses proposées et des actions engagées!

Quelles luttes anticapitalistes?

À travers l'ensemble des luttes quotidiennes, de la sphère privée à la sphère publique, notre lutte s'inscrit dans un long processus. Dans la lutte contre toutes les dominations, nous refusons le compromis, la cogestion. À travers les luttes où nous obtenons des droits, des améliorations sur nos conditions de vie, notre but est d'aller au-delà: de la dynamique de ces luttes auto-organisées sur des bases fédéralistes (mandatement, rotation des mandats, révocabilité...) doivent naître des prises de conscience. Des expériences et des débats au sein de ces mouvements émergent des projets, des convergences anticapitalistes. Les données n'évolueront qu'en fonction des rapports de force que nous saurons créer.

groupe F.A. Nantes

Les patrons et les boursiers seraient-ils prêts à accepter une baisse de leurs profits en échange d'une diminution de leur temps d'oisiveté?

CE SERAIT ANTI-ÉCONOMIQUE!



Mais en n'utilisant que ce mot (ATTAC ne parle quasiment jamais de capitalisme), on cache sa propre contradiction politique. Les fondements du néo-libéralisme ou du capitalisme sont les mêmes: le droit d'exploiter les personnes, les matières... en dehors de toute autre préoccupation: environnement, sécurité, vie des salarié-e-s (santé...). Bannir le mot capitalisme de son vocabulaire est essentiel car cela reflète des positions idéologiques: cela sous-entend l'existence d'un capitalisme à visage humain. Mais aucune forme de capitalisme ne remettra en cause les fondements

(extrait de « Tobbin ou not Tobbin: une taxe internationale sur le capital » de Chesnais). En résumé, cette taxe n'est qu'une mesure qui permettrait de stabiliser les conditions d'exploitation, rendre le capitalisme viable.

Forme d'impôt sur les « grandes fortunes », cette taxe (entre 0,05 et 0,1 %) n'est qu'une petite taxe sur les énormes bénéfices des grandes bourgeoisies et multinationales. Avant même la création de l'association ATTAC, des libéraux/les défendaient ce principe pour éviter les conséquences d'une implosion sociale et d'une désespérance poli-

crises de foi

Liberté d'expression, liberté des femmes: à bas la Charia!

138 ans après la mort du poète Charles Baudelaire, son livre « les fleurs du mal » fait toujours scandale. Le lycée français d'Abu Dhabi en a fait les frais. Il a dû retirer le recueil de poèmes de ses programmes. Cette fois-ci, ce n'est pas le contenu du livre qui est mis en cause, mais sa couverture: elle reproduit un tableau du XIX^e siècle montrant deux lesbiennes nues « dans une pose suggestive ». Baudelaire avait d'abord pensé intituler son recueil « Les Lesbiennes ».

Dans ce pays très musulman, l'affaire a été jugée suffisamment grave pour faire la une des journaux et susciter les excuses du responsable du lycée auprès des élèves et du ministère de l'Éducation.

Autre nouvelle, au Caire le maillot de bain Charia fait fureur cette année. Ce maillot n'est bien sûr destiné qu'aux femmes et si elles veulent se baigner, elles sont obligées de le porter. Il est composé d'un pantalon et d'un haut à manches longues avec un col montant. Bref il couvre tout le corps sauf la tête et les pieds. Mais cela ne suffit pas car si les promoteurs de ce maillot de bain argumentent en disant que « l'Islam dit que les femmes doivent s'habiller décemment, même à la plage », le Cheik Mahmoud al-Hanafi de l'Al Azhar, qui est la plus grande autorité religieuse pour les musulmans sunnites, déclare lui, que « le maillot de bain islamique, ça n'existe pas, il n'y a que la tenue islamique. Et elle ne doit pas être moulante, elle ne doit pas être transparente et elle ne doit pas attirer les pervers ». Bref s'il existe des pervers c'est à cause des femmes qui provoquent en ayant des « tenues osées ».

De qui se moque-t-on? La perversité est créée par ces religieux qui font de la sexualité un tabou, un mal absolu. La perversité n'est pas dans un tableau où l'on voit deux lesbiennes ni dans un vêtement qui ne reste qu'un bout de tissu, mais dans le regard de celui qui juge et interprète selon une morale religieuse et arbitraire.

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Vi
■ Fran
que
israéli
tion...
septen
simple
C'est
soutien
contre
antisé
droite.
■ Dav
caillou
israéli
avions
hélicop
Outre
dénom
la plup
■ Envic
autrice
credi l
l'instau
des étu
■ Prin
30 000
en ban
c'est ur
■ Pour
défens
quelqu
basque
13 oct
à l'occa
d'Etat
d'entre
la polie
mais o
■ Les
poursu
grève p
embauc
salaires
de leur
sont év
son tot
encore
par la
■ Le g
les pro
une ha
de 35 %
au cour
Salariés
l'exemp
votre e
d'augm
■ D'ap
écossai
souven
permet
plus lon
qui l'aff
■ 4 ma
tués, 30
tés disp
suite d'
bord d'
suite à
bateau
choses
presse
russes
leur sou
sait ce
envoyer
monsieur

Vite fait... Justice partielle, raciste et apartheidisme en Guyane, dernière colonie d'Amérique

■ France. Des synagogues ainsi que plusieurs autres bâtiments israélites (écoles, siège d'association...) ont été attaqués depuis fin septembre, attaques allant du simple bombage jusqu'à l'incendie. C'est ce qui s'appelle confondre soutien au peuple palestinien contre l'Etat d'Israël et actes antisémites dignes de l'extrême droite.

■ David et Goliath. Face aux cailloux palestiniens, l'armée israélienne réplique en envoyant des avions de chasse (Ramallah) et des hélicoptères de combat (Naplouse). Outre les innombrables blessés, on dénombre déjà plus de 100 morts, la plupart palestiniens évidemment.

■ Environ 50 000 étudiants autrichiens ont manifesté mercredi 11 octobre à Vienne contre l'instauration et la généralisation des études universitaires payantes.

■ Principauté bananière de Monaco: 30 000 habitants, 340 109 comptes en banque... C'est plus un rocher, c'est une machine à laver le fric.

■ Pour un Etat basque et la défense des prisonniers basques, quelques centaines de nationalistes basques ont manifesté vendredi 13 octobre à Biarritz (Pays basque), à l'occasion du sommet des chefs d'Etat européens. Une quinzaine d'entre eux ont été interpellés par la police (non basque paraît-il, mais on n'a pas été vérifier).

■ Les gardiens de prison poursuivent leur mouvement de grève pour réclamer des embauches, des augmentations de salaires et une amélioration globale de leur condition de travail. La FA tient évidemment à assurer de son total soutien... les prisonniers encore une fois pris en otage par la gente matonesque.

■ Le groupe LVMH, spécialisé dans les produits de luxe, a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 35% (2,862 milliard d'Euros) au cours du 3^e trimestre 2000. Salariés de tous pays, suivez l'exemple. Réclamez vous aussi à votre employeur 35% d'augmentation par trimestre!

■ D'après deux chercheurs écossais, le fait de faire l'amour souvent et avec fougue permettrait de rester plus jeune, plus longtemps. Si c'est la science qui l'affirme...

■ 4 marines américains ont été tués, 36 blessés et 10 autres portés disparus jeudi 12 octobre à la suite d'une explosion survenue à bord d'un Destroyer de l'US Navy suite à une collision... avec un bateau pneumatique. De deux choses l'une, soit le service de presse ricain tente d'imiter les russes au moment du coulage de leur sous-marin, soit... chacun sait ce qu'il lui reste à faire pour envoyer par le fond la marine yankee.

monsieur.pol@wanadoo.fr

... bien fait

B IEN QU'AYANT CÉLÉBRÉ EN grande pompe les 150 ans de la dite abolition de l'esclavage en 1998, le gouvernement français fait la démonstration que ce système perdure dans ses « départements d'outre-mer » (derniers bastions du colonialisme français) et ce à tous les niveaux qu'ils soient économiques, sociaux ou politiques. C'est ainsi que la justice prend des décisions plus proches du triste et célèbre code noir que des lois et règlements applicables sur son territoire et semblent-ils réservés à la population européenne de race blanche! Cette justice partielle, raciste et apartheidiste vient de libérer sans l'ombre d'une remise en question Monsieur Gilbert Pastori, militant d'extrême droite connu et ancien carabinier de gendarmerie, organisateur et participant actif au guet-apens ayant permis l'assassinat par arme feu (calibre 30/30) dans le dos du militant libertaire et indépendantiste Shaka Karebu ex Michel Kapel le 11 juillet 2000 au lieu dit

Degrad Edmond situé sur la commune de Roura. La Chambre d'accusation a pris sa décision sans que l'unique témoin officiel n'ait été entendu et sans que l'avocat de la famille soit convoqué comme le prévoit la procédure. Par ailleurs, le doyen des juges d'instruction chargé de l'affaire ayant subi des pressions et étant officiellement en congé longue maladie pour « dépression » et alors qu'aucune enquête n'a été engagée, c'est le juge chargé des affaires courantes qui a permis la relaxe de M. Pastori, supposé être sous contrôle de ses anciens collègues gendarmes. Gendarmes qui lors d'une distribution de tracts organisée par les camarades de Kapel le 1^{er} octobre 2000 pour dénoncer le complot ont proclamé haut et fort devant plusieurs témoins qu'« Ils ont eu raison de tuer Kapel ». La liste est longue des affaires où la justice amnésique a libéré malgré de nombreuses preuves matérielles des militants fascistes. Rappelons deux cas édifiants et récents: le cas des frères Ako, pé-

dophiles notoires, gérant de manèges (autos tamponneuses), déjà condamnés en Guyane pour viol sur enfants mineurs de moins de quinze ans qui ont été rapidement libéré malgré un viol particulièrement scandaleux sur un enfant en bas âge de trois ans. Est-ce dû au hasard de leurs liens avec un parti politique de droite qu'ils continuent leurs activités, avec la complicité de plusieurs municipalités? Le cas Salentin: ancien instituteur limogé de l'Éducation nationale pour pédophilie et propagandiste d'idées racistes en organisant une campagne électorale apartheidiste sur la commune de Saul et qui bien qu'ayant été condamné à dix ans de

prison pour crime crapuleux a bénéficié d'une remise de peine pour bonne conduite au bout de six ans avec sortie prévue en juin 2000. Or, en mars, déjà libéré, il tentait de s'infiltrer dans plusieurs milieux militants cherchant à rencontrer à tout prix Michel Kapel, avant de prendre le large pour la France sentant qu'il était démasqué. La justice ségrégationniste et raciste au service de l'État vient de donner en libérant Pastori un permis de tuer officiel aux courants d'extrême droite établis en Guyane. Nous préparons la riposte.

groupe ASFALTE/No Pasaran

Belgique: alerte en Flandres Anvers menacée par les fascistes

3 3%... UN ANVERSOIS SUR trois a donc voté pour le Vlaams Blok aux élections communales du 8 octobre 2000. Quand vous vous promenez dans les rues d'Anvers vous n'arrêtez pas de croiser des « Bloklers ». Convaincus que les Flamands sont les meilleurs, que les wallons et les étrangers vivent à leurs crochets, que les immigrés font baisser le niveau des écoles et monter celui de la délinquance, que les partis politiques démocratiques sont pourris, vendus aux affairistes et déroulent le tapis rouge aux pieds des candidats réfugiés... Bonjour, le dialogue! Pour ces « Bloklers » il faut en finir avec l'Etat belge: « België barst » (crève Belgique) disent-ils et créer une République flamande. Une République dirigée par le Blok et son chef Filip De Winter. Ils ont encore du chemin à faire pour y arriver mais ils progressent. 33% à Anvers, 25% à Malines, 20% à Gand... À Anvers ils auront 20 conseillers communaux sur 55. Pas encore une majorité pour gouverner mais ils obligent tous les autres partis à se coaliser pour former ce qu'on appelle le « cordon sanitaire ». Un drôle de cordon en fait quand on constate que les démocrates font campagne sur des thèmes chers au Blok. Subtilement ses idées s'infiltrèrent dans les esprits. Quand on parle de sécurité, tout de suite il est question de délinquance et d'immigrés. Des mesures qu'il faut prendre pour renforcer la police, surveiller les frontières... Qui parle de l'insécurité provoquée par le patronat? Quand il est question de la Sécurité sociale c'est pour se

demander combien la Wallonie coûte à la Flandre. Sur ce plan les démocrates flamands sont très vite amenés à rejoindre les thèses du Blok mais sous la forme d'une pâle copie. Et l'on sait que l'original a plus d'attrait! Sur la question de l'affairisme il faut reconnaître que nos politiques n'arrêtent pas de donner de l'eau au moulin du Blok. Les « affaires » et la manière dont elles sont traitées renforcent l'image d'une classe politique véreuse si chère à toutes les extrêmes droites. Aujourd'hui le désarroi s'ajoute à la stupeur. Tout le monde pensait que le Blok allait se tasser. Jusque dans l'après-midi des élections, les sondages à la sortie des bureaux de vote semblaient conforter cette thèse. Et puis, surprise! Le Blok progresse encore! Et pas d'un peu! Des 5% à l'aise! L'établissement du « cordon sanitaire » n'a rien donné, le débat contradictoire non plus. Que faire? Aujourd'hui les démocrates cherchent la solution dans l'extension du droit (l'obligation) de vote aux étrangers. Ce serait le geste fort pour barrer la route au Blok. Pas sûr! Non seulement il y a de plus en plus d'étrangers (européens surtout) sensibles aux thèses du Blok mais seule, ce serait une mesure qui resterait en surface. Elle ne s'attaque évidemment pas aux causes économiques et sociales qui alimentent la véritable insécurité mère de toutes les troubles. La peur du chômage, de la misère, d'une vie morne, de l'ennui... Pour certains la solution se trouve chez De Winter (l'hiver). « Toch, na de winter komt de lente »! Après l'hiver vient le printemps!

Jean-Marie Neyts



Pépita Carpena, auteure de la brochure 'Graine d'Ananar'.

Pépita est née le 19 décembre 1919 à Barcelone. Son père est maçon. Sa mère est couturière. À 11 ans et demi, elle travaille comme tailleur dans une usine d'impermeables. En 1934, à 14 ans, elle milite à la CNT, puis à la FIJL (Fédération ibérique des Jeunes Libertaires). La petite ouvrière s'y forge une culture et une maturité à nulle autre pareille. Le 19 juillet 1936, du haut de ses 15 ans et demi, elle se retrouve tout naturellement au cœur de la plus grande révolution sociale de tous les temps. À 80 ans Pépita n'a pas pris une ride. Cette brochure, où elle se raconte, témoigne, si besoin en était, qu'il est des ordinaires de militante libertaire et de femme libre qui tutoie, comme rarement, l'extraordinaire. Pépita Carpena, autobiographie, collection Graine d'Ananar, éditions du Monde libertaire, 50 p, 30 F.

chronique anarcha-féministe Un nouvel allié objectif des femmes: le Sénat

Mardi 3 octobre, le Sénat a rejeté « le travail de nuit des femmes » en repoussant l'amendement du gouvernement à la proposition de loi socialiste sur « l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » autorisant le travail de nuit. Tout d'abord nulle inquiétude pour le gouvernement, fier chevalier d'une construction européenne toujours plus libérale, le jeu parlementaire lui donnera gain de cause. Par contre, ce sont les arguments employés par la gauche plurielle qui illustrent ce qu'elle entend nous imposer au nom de l'égalité. En effet, c'est une affreuse discrimination qui stipule que les femmes ne doivent pas travailler la nuit après 22 heures. Cette loi archaïque renforcerait leur position subalterne dans la société patriarcale que la gauche entend démanteler; et puis, la France serait en conformité avec les directives européennes de 1976 et ferait des économies: en 1999, la pénalité s'est montée à 931 000 francs par jour. Youpi! Une loi bénéfique pour les femmes! Les tenant-e-s de la parité ne cherchent qu'une intégration toujours plus forte des femmes dont un des enjeux est leur participation reconnaissante aux prochaines élections. Quant à la réalité, elle est bien plus simple, 6 millions de femmes travaillent la nuit et pas seulement dans les secteurs dérogatoires! Lorsque les syndicats ont défendu cette position à la fin du XIX^e siècle, c'était un premier acquis en attendant de généraliser cette mesure aux hommes. Ne soyons pas angéliques, c'était bien une position sexiste pour certains syndicalistes de l'époque, révolutionnaires ou non! Aujourd'hui, on nous martèle la tête, le progrès serait que tout-e-s nous soyons toujours plus flexibles. À part dans quelques secteurs, qu'est-ce qui justifie le travail de nuit? Cette fois-ci, la problématique est à inverser, cette loi était un acquis social à étendre aux hommes et non l'inverse! C'est évident que le travail de nuit généralisé à tout-e-s touche surtout des emplois de production et de services et peu de ces intellectuelles qui incarnent les droites des femmes!

Martine qui retourne travailler

ESPAGNE

Après les émeutes d'El Ejido, des immigrés en grève de la faim

DEPUIS QUE LA LOI SUR LA RÉGULARISATION DES étrangers, cyniquement baptisée « Loi des droits et des libertés des étrangers » a été promulguée en Espagne, on reparle de racisme et de fascisme de plus belle. Car, si les événements d'El Ejido (cf ML 1213) ont montré que des populations pouvaient organiser de véritables chasses aux immigrés, il est certain qu'avec la nouvelle loi sur la restriction du droit de circuler et de s'installer en Espagne, c'est un certain quitus qui est donné aux actes et expressions anti-immigrés. D'ailleurs, les derniers événements en date sont inquiétants : soixante travailleurs immigrés étaient en grève de la faim à Almería pour obtenir leur régularisation; dans cette même ville, 7 autres étrangers, eux aussi en grève de la faim, ont été expulsés le 11 octobre par le curé de l'église qu'ils occupaient.

À El Ejido encore, le président du parti français et nationaliste de gauche MDC, Sami Nair, n'a pu présenter son livre consacré au drame survenu il y a quelques mois car les autorités locales n'étaient pas en mesure de lui garantir un minimum de sécurité. À Puerto del Rosario, aux îles Canaries, c'est un foyer pour réfugiés mineurs qui a été attaqué aux cocktails molotov le 6 octobre. Le 7, à Lanzarote, une manifestation xénophobe a eu lieu. Le 12, à Barcelone, cinq fascistes avaient tabassé un immigré: ils ont été relâchés sans inculpations par la police.

Bien entendu, des réactions de défense contre le couple infernal racisme-fascisme ont lieu presque coup pour coup. Les revendications « des papiers pour tous » se multiplient. 6000 personnes ont manifesté à Barcelone contre la célébration du jour de l'Hispanité fêté tous les 12 octobre par les fascistes ibériques et ont poursuivi les 300 nostalgiques du franquisme plus ou moins protégés par les forces de l'ordre (noir?). Le 13, c'est le local de l'Ordre des Chevaliers de la Légion à Barcelone qui a reçu un cocktail molotov; le crime était signé: « no pasaran » avait été peint sur le mur...

En Espagne comme ici, il est clair que la réponse institutionnelle au racisme et au fascisme est ambiguë: décréter des lois excluant les étrangers à la recherche d'un asile, relativiser les attaques de foyers d'enfants immigrés ou demander à des policiers de couvrir les fascistes lors de leurs manifs, c'est s'inscrire dans un processus de légitimation des actes et des expressions racistes. Cela veut aussi dire que les immigrés et leurs soutiens devront se doter de moyens importants pour permettre aux sans-papiers, aux victimes d'actes racistes, aux exploités parce qu'étrangers, de s'appuyer sur une solidarité active qui ne se fasse plus d'illusions sur les institutions de l'État et ceux qui le gouvernent. Et les libertaires ont toute leur place dans ce combat là. D'ailleurs ils l'occupent.

Transmis par les relations internationales de la F.A.

ESPAGNE: DES IMMIGRÉS EN GRÈVE DE LA FAIM



Bolivie

La misère et la faim poussent à la révolte

LES DERNIÈRES VICTIMES DE LA violence militaire en Bolivie ont été les habitants sans défenses de Vinto, occupant leur village et ses voies de communication. C'est le 29 septembre qu'un chauffeur de taxi de 25 ans a été tué et 29 personnes blessées au cours de l'assaut d'un commando militaire. Au cours de cette opération, trois enfants dont un de 6 ans furent touchés par les tirs des représentants de l'ordre.

Les enseignants du premier et second degré en grève ont repris leurs cours après trois semaines d'actions, un accord signé avec le gouvernement de Banzer leur semblant satisfaisant (arriérés et augmentations

des rémunérations). Les producteurs des feuilles de coca, soumis à une éradication de leur culture sous la pression d'un plan anti-drogue imposé par les États-Unis, ont déclaré être satisfaits des promesses du gouvernement Banzer: celui-ci renonce à construire de nouvelles casernes dans la région et laisse la production aux zones de culture traditionnelle. Le 10 octobre, la majorité des principales routes du pays étaient encore bloquées par des barrières dont la levée a pourtant été négociée avec les autorités en échange d'un retrait des forces armées. Mais le pays reste en ébullition sociale. Pour les Jeunesses libérales boliviennes, « la lutte actuelle

de la population a le grand mérite, en plus d'exprimer les nécessités de toute la population, de les globaliser. [...] Les campagnes et les villes unissent ainsi leurs efforts dans la lutte. »

Tout le monde s'accorde à dire que c'est la misère et la faim qui ont poussé la population à paralyser le pays pendant 4 semaines. Les dix victimes et les dizaines de blessés de ces dernières semaines de troubles sont des personnes de condition modeste. Elles protestaient notamment contre une loi sur l'eau qui, en privatisant son exploitation par l'intermédiaire de la SA « Aguas del Illimani », les empêcherait de l'utiliser pour leur propre besoin. Les

paysans sans terres réclamaient une redistribution des terres, les salariés de l'enseignement leurs droits à percevoir leur rémunération.

Le contexte est toujours difficile et des informations sur un possible décret d'état d'urgence alimentent l'inquiétude pendant que le principal syndicat du pays promet une guerre civile si son dirigeant est arrêté par les militaires qui ont assuré le gouvernement de leur disponibilité pour ramener le calme. Il faut souligner que le président Banzer leur a promis qu'il n'y aurait pas de jugement pour l'ensemble des exactions commises par les soldats au cours de ces semaines de révoltes populaires. Militaires qui, dans la région du

Cochabamba bloquée par les paysans, producteurs de feuilles de coca, peut stationner 6000 hommes de troupe en attendant le signal pour un assaut. Cette curée qui se prépare pourrait être sanglante pour les populations.

Au cours d'une manifestation de soutien qui a eu lieu devant l'ambassade à Buenos Aires, un manifestant a déclaré: « Que nous mourrions de faim ou en nous battant, de toute façon, nous mourrons quand même. »

Transmis par Les Relations Internationales de la F.A.

Source: Agences Pulsar, Nueva radio intercontinental et Rebelion, Jeunesses libertaires boliviennes.

Côte d'Ivoire: la dictature s'installe

FIN 1999, UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE VIENT METTRE UN terme peut-être définitif à la carrière politique d'Henri Konan Bédié à la tête de l'Etat ivoirien. Ce grand ami de Jacques Chirac, fidèle parmi les fidèles de la francophonie, était en train de mener le pays à la ruine économique et au chaos politique. La situation économique et sociale est en effet catastrophique: la Côte d'Ivoire voit les cours de ses productions agricoles s'effondrer tandis que la corruption à grande échelle continue son petit bonhomme de chemin; côté politique, fragilisé, Henri Konan Bédié s'est juré d'écarter de la scène politique son grand rival Alassane Ouattara au motif que ce dernier ne serait point Ivoirien mais Burkinabé, donc non habilité à se présenter à la magistrature suprême. Il en veut pour preuve que ce dernier a occupé un poste de vice-gouverneur de la banque centrale ouest-africaine au nom de la Haute-Volta, futur Burkina-Faso.

L'arrivée au pouvoir du général Robert Guéï a rassuré au départ. Beaucoup pensaient que ce vieux militaire, en froid avec Bédié depuis quelques années, très fidèle à l'héritage d'Houphouët-Boigny, allait remettre un peu d'ordre dans la maison et préparer la transition vers un nouveau gouvernement civil.

Mais voilà, en mai de cette année, Robert Guéï a proposé au peuple ivoirien une nouvelle constitution dans laquelle il était stipulé que tout candidat à la présidence devait « être Ivoirien, de père ET de mère eux-mêmes ivoiriens ». Il était clair dès lors que Robert Guéï

entendait bien lui-même interdire à Ouattara tout espoir de postuler à la magistrature suprême. Cette nouvelle constitution a été adoptée par référendum en juillet dernier à une très large majorité, 88%. Il faut dire que tous les partis avaient appelé à voter favorablement, y compris le parti de Ouattara. Pourquoi? Certainement pour laisser entendre que leur leader n'avait rien à craindre d'une telle disposition.

Le général Guéï veut faire cavalier seul

Vendredi dernier, la Cour suprême a éjecté de la compétition électorale 14 des 19 prétendants, dont Alassane Ouattara. Et pour faire bonne mesure et éviter ainsi que son opération n'apparaisse comme étant trop partisane, elle a également écarté Emile Constant Bombet, nouveau chef de file de l'ancien parti au pouvoir. Le terrain est donc libéré pour le Général Guéï. Celui-ci devrait conséquemment en découdre avec l'éternel opposant socialiste Laurent Gbagbo, qui, soit-dit en passant, a lui-même dénoncé le poids des étrangers dans le pays. Il le dénonçait pour deux raisons: primo, ils étaient choyés par le régime en place; deuxio, les dits étrangers se retrouvaient en concurrence pour la terre avec sa base sociale, c'est-à-dire, les paysans du sud-ouest ivoirien.

Mais on aurait tort de faire de l'actuel conflit un conflit ethnique. Et ce pour plusieurs raisons: c'est d'abord et avant tout un conflit entre les élites ivoiriennes pour le contrôle du pouvoir, c'est-à-dire un

contrôle des flux d'argent; c'est ensuite un conflit entre régions plus qu'entre « ethnies » dans lequel les politiciens du Sud du pays, zone de plantation longtemps prospère, s'érigent en défenseurs de la nation ivoirienne face à un Nord perçu comme profondément ambigu. D'un côté, aucun sudiste ne peut nier la participation de nombreux nordistes à ce qu'on a appelé le miracle ivoirien, au point que le Dioula est devenu la langue principale du pays après le français; de l'autre, pour les sudistes, tout nordiste est un étranger en puissance, un représentant de ce « Grand Nord » un peu mystérieux, musulman plutôt que chrétien, ouvert aux migrations sahéliennes; c'est enfin un conflit dans lequel la dimension religieuse peut également jouer un rôle entre un Sud pagano-chrétien et un Nord dominé par l'Islam.

La décision du général Guéï d'écarter Ouattara et Bombet de la course à la présidence entérine un peu plus la dérive nationaliste et xénophobe engagée sous Konan Bédié. Il est à craindre que la Côte d'Ivoire ne s'enfonce un peu plus dans la crise politique et sociale au lendemain du scrutin présidentiel fixé ce 22 octobre. Rappelons qu'à la mi-septembre de jeunes soldats proches de l'opposition ont tenté d'assassiner Robert Guéï. Or, si jamais la Côte d'Ivoire devait s'enfoncer dans la guerre civile, c'est toute la région qui pourrait s'embraser à l'instar de ce qui s'est produit dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Zaïre).

Patsy

Il s'e
octobr
les tro
Franç
gogne
ler que
ce gran
une ch
disparu
la Mo
camp,
peut-ê
leur pl
que M
J'es
nir la
Grand
puisse
Tou
Dani
À noter
Souscri

Le G
mort,
Exper
au Th
Gilles

Serge
naut
tion (

Conco
res a
bidu
press

Au so
sema
(Inso
(4 n°)

On à
série
(35 F
Rouv

Les C
Halle

ra
P

Ci Vis

Jazz e

S
quin

Lor
Agnè
« Du

LE MON

Brassens libertaire

Il s'en était venu un 22 octobre 1921. La camarade nous l'a kidnappé un 29 octobre 1981. Elle ne lui avait jamais pardonné d'avoir semé des fleurs dans les trous de son nez et l'a poursuivi avec un zèle imbécile. Le coup du père François, quoi... Tonton Georges avait quitté la vie sans rancune et sans vergogne pour la fosse commune du temps jadis. Ce petit mot pour vous rappeler que l'année 2001 sera une occasion particulière pour évoquer l'œuvre de ce grand poète hors du commun. Georges Brassens est devenu une référence, une charnière, un fond commun d'une culture populaire. Brassens n'est pas disparu. Il est passé simplement à la postérité. Il l'avait annoncé dans Trompe la Mort. Sa mort n'est qu'une fausse sortie et quand le temps aura levé le camp, la farce jouée, il s'exhumerait du caveau pour saluer sous les bravos. C'est peut-être là l'explication au lait que tant de croque-notes continuent pour leur plaisir à chanter les rimes mêmes qui racontent leurs regrets. Parce que Marquise, en attendant.

J'espère que vous aussi participerez, dans le cadre de vos activités à entretenir la mémoire de l'ami Georges. Vous y retrouverez, sûrement votre content. Grand admirateur, aux petits moyens, je serais heureux que mon initiative puisse servir à quelques moments de bonheur.

Toutes vos idées et suggestions m'aideront à réaliser ce rêve.

Daniel Bekaert - La Mauvaise Herbe (Alternative Libertaire - Bruxelles)

À noter la réédition augmentée du livre de Marc Wilmet, Georges Brassens Libertaire. Souscription: 700 FB aux Éditions Les Éperonniers, 62 rue Sainte-Catherine à 1370 Pétrai.

copinage

Le Gogol Experience Theater de Péruwelz présente **Mon coq est mort, on est pas dans la merde**. Le nouveau spectacle du Gogol Experience Theater sera les 13, 14, 15, 20, 21 et 22 octobre 2000 au Théâtre Le café à Bruxelles (158 rue de la Victoire, 1060 Saint-Gilles) à 20h30. Réservation au 02/538 75 24 ou 0476/67 39 85.

Serge Utgé-Royo chantera le 27 octobre à Carcassonne, à l'Astronaute (av. Jules Verne) à 21 heures. Places 80 et 60 F, sur réservation (places limitées): 04 68 24 97 34.

Concert de soutien à l'Interco CNT 48 le samedi 21 octobre à 21 heures au Foyer concert d'Espagnac avec **Pustule l'Ardéchois et son bidule** (punk folk) et **Brigada Flores Magon** (Ska punk). Table de presse, boissons, casse-croute. PAF: 40 F.

Au sommaire du n°81 du trimestriel de contre-information **Cette semaine** un gros dossier sur les squats en France et diverses infos (insommission...). Pour commander, à prix libre, mais un abonnement (4 n°) est à 80 F, écrire à: Cette semaine, BP 275, 54005 Nancy cedex.

On à faim!, vieux fanzine bien connu, sort son n°9/10 de la nouvelle série: interviews (Thugs), infos, rubriques et un CD 2 titres des Thugs (35 F port compris) à On à faim!, BP 47, 76802 Saint-Etienne du Rouvray cedex.

Les Chanteurs-livreurs en concert les 27 et 28 octobre au sentier des Halles à Paris. Réservation: 01 42 36 37 27.

radio libertaire

Paris - 89.4 MHz

jeudi 19 octobre à 18 heures:

Ci Vis Pacem: avec des membres d'« Europe sans armée ».

vendredi 20 octobre à 12 heures:

Des mots, une voix: avec Gilbert Lascault.

vendredi 20 octobre à 22h30:

Jazz en liberté: Miles Davis live at the Fillmore East (1970);

Dusko Goykovitch quintet (1993); Don Cherry

Symphony for Improvisers (1966); Dizzy Gillespie

quintet en public (1959); Erik Truffaz the Dawn (1997);

Raphe Malik quintet (1991).

samedi 21 octobre à 11 h 30:

Chronique syndicale: le PARE

(Plan d'aide au retour à l'emploi).

samedi 21 octobre à 19 heures:

Longtemps je me suis couché de bonne heure: avec

Agnès Obadia et Jean-Julien Chevrier réalisateurs du film

« Du poil sous les roses » et Maylis de Kerangal, écrivain,

auteur de « Je marche sous un ciel de traîne ».

mercredi 25 octobre à 10h 30:

Blues en liberté: Detroit, l'autre ville du blues.

Le chemin du calvaire

Durant deux ans, entre 1946 et 1947, Georges Brassens écrit une vingtaine de chroniques dans le Libertaire, qu'il signe le plus souvent, Géo Cédille.

TOUTES LES PERSONNALITÉS notoires ont leurs porte-paroles... Thorez et ses apôtres ont L'Humanité, Front National, L'Avant-Garde, Ce Soir, etc. Blum a Le Populaire, Jeunesse, Libé-Soir, etc. Francisque Gay a l'Aube, Forces Nouvelles. Herriot a l'Aurore... Il serait anormal que Dieu n'ait pas les siens... Il les a d'ailleurs, tranquillisez-vous. Ce sont Temps présent, Témoignage Chrétien, La Croix, etc. La Croix! Tout un poème avec son seul nom. Un journal très intéressant que nous ne saurions trop recommander à ceux qui souffrent de coliques... Un journal qui, avec une vaillance louable défend le point de vue de Dieu... C'est son droit strict... Chacun défend le point de vue qui lui semble le mieux placé... Seulement, quelquefois La Croix exagère; quelquefois, La Croix comble la mesure. Dans son numéro du dimanche 1^{er} septembre par exemple. Non seulement elle comble la mesure mais encore elle cherre dans les bégonias, mais bien mieux, elle s'oublie dans la colle. Ce qui pour une croix n'est pas très convenable, croyons-nous.. Elle commet l'inadvertance de reproduire la photographie d'un bon papa en train d'initier son rejeton au maniement d'une arme à feu. En vue de l'ouverture de la chasse... Cette photo produit un effet des plus réussis à quelques colonnes (cinq exacte-

ment) du pauvre Christ suspendu à son crucifix. Du pauvre Christ lequel, quelque temps avant l'accident qui devait le conduire là, disait à ses disciples: Vous ne tuerez point. Disait encore, et cela au cours du Sermon sur la montagne, que les oiseaux du ciel étaient nourris par le Père Céleste. Voilà maintenant que La Croix incite ses lecteurs à tuer les oiseaux engraisés par le Tout-Puissant... C'est assez paradoxal, convenons-en... Il est vrai que ce même Jésus, sur le lac Genezareth, monta dans la barque de Saint-Simon et, grâce à la vertu magique qu'il tenait de son père, pêcha force de (sic) beaux poissons... Tellement, dit la sainte histoire, que la barque menaçait dangereusement de couler... Alors,

puisque Jésus de Nazareth autorisait la pêche, il n'y a pas de raison qu'il défende la chasse... Le résultat est le même si les moyens diffèrent... Il y a mort d'animaux... C'est pour-quoi, les honorables Chrétiens qui lisent le journal La Croix peuvent se livrer sans remords aux voluptés cynégétiques et descendre joyeusement les oisillons qui écrivent au ciel des paroles miraculeuses. Ils n'en-courront ni l'excommunication papale, ni la damnation éternelle... Qu'ils fassent néanmoins attention de ne pas tirer trop, trop haut... Car ils risqueraient, ce faisant, de fan-quer quelques plombs dans l'aile ou... le derrière du roi du ciel et de la terre... Et le susdit alors, qui sait, serait peut-être tenté de monter sur ses grands chevaux et de clouer La Croix au pilori... Ce qui serait vrai-ment dommage...

Géo Cédille

Journée Brassens libertaire

le 21 octobre à 15 heures au Centre libertaire
65 rue du Midi à Bruxelles

avec la participation de Marc Wilmet et d'André Tillieu. Sandrine Devienne interprétera gracieusement son tour de chant. Le charme qui émane de son interprétation vient peut-être que cette jeune femme oscille entre les nuances de la maîtrise (jusqu'à tenter la provocation) et de la jeunesse fragile et tendre. De fait, peu d'interprètes féminines ont osé mettre à leur répertoire des chansons telles que La Fessée, Concurrence Déloyale, Don Juan... Débat, musique, repas, documents vidéo et fête sont au programme. Bref une journée à ne pas manquer. Merci aux Anars pour cette initiative.

Quand Brassens rencontra la Fédération anarchiste

C'EST AU DÉBUT DE L'ÉTÉ 1946 QUE BRASSENS eut ses premiers contacts avec les anarchistes. Le Libertaire, journal hebdomadaire de la Fédération anarchiste, qui tirait alors à cent mille exemplaires, était largement diffusé par Transport Presse, vendu à la criée, avait place à l'étal des kiosques à journaux et dans les librairies. J'étais alors secrétaire général de la Fédération anarchiste et co-responsable à la rédaction de son journal... Un beau jour, me trouvant à mon travail, avenue de la République (Paris), je vois arriver un grand gaillard moustachu, un tantinet débraillé, chevelure abondante et négligée, au regard quelque peu inquiet et indéchiffrable mais cependant non avare d'un sourire plein de sous-entendus. Il attaqua ainsi: C'est toi Bouyé? Je viens du siège du Libertaire (145 Quai de Valmy) pour un entretien au sujet d'un article, et tes copains, après m'avoir donné ton adresse, m'ont dit: «Pour ça, va voir Bouyé». Après cette brève entrée en matière: «Dis donc, c'est formidable que vous ayez eu le culot de publier mon article. Je vous l'ai envoyé, mais sans grand espoir qu'il soit imprimé, vu son contenu vachement anti-flic. Vous, au moins les anarchistes, vous ne vous dégonflez pas!»

Son engagement militant

Après un coup d'œil sur le journal, quelques réflexions sur l'actualité, le courant étant bien passé, la cause était entendue. Nous étions amis. Et sous réserve de l'accord de mes co-responsables, il acceptait l'idée d'une collaboration occasionnelle ou suivie à la rédaction du journal. Et c'est ainsi que, durant un temps, nous en vinmes à nous voir presque quotidiennement. Il devint d'ailleurs membre, puis secrétaire du groupe anarchiste de Paris XV, où il rencontra cet autre poète qu'était Armand Robin... Lecteur infatigable, sélectif et exigeant, amoureux des textes bien écrits, il se destinait à la littérature ce dont il m'entendit souvent. Georges était un grand ennemi de l'effort musculaire. Point question de le dépanner en lui trouvant un travail manuel ou simplement contrai-

gnant. Et lorsque par relation, il put entrer comme employé dans un bureau de perception, vite rebuté par un travail qu'il trouvait stupide, au bout de trois jours, il renonça. Et Jeanne, la brave, de lui dire: Ça fait rien, t'inquiète pas pour si peu. Moi je savais bien que tu ne tiendrais pas, tu n'es pas fais pour ça (et comme elle avait raison!)... Introduit par Jacques Grello, il se produisit sur scène sans un long moment sans succès, au grand désespoir de l'entourage qui le soutenait. Jusqu'au jour où, à Montmartre, il trouva une rampe de lancement au cabaret de Patachou, qui avait su déceler en lui une valeur certaine promise à un bel avenir. On sait la suite: succès grandissant et rapidement retentissant, répercuté et amplifié par les médias. Le lendemain de son premier passage à l'Olympia, le très sérieux Figaro, journal pourtant peu suspect de sympathie débordante pour les anarchistes, applaudissait à la poésie, au langage, et même au non-conformisme du Troubadour anarchiste... À un sens profond de l'amitié s'ajoutait chez lui un cœur généreux et une grande sensibilité à la vue d'une détresse qui le rendait mal à l'aise (lui aussi était passé par là, il savait s'en souvenir)... Après son passage à l'Olympia, l'aisance financière étant devenue pour lui un fait accompli, il n'était pas rare que des gens viennent frapper à sa porte pour le taper. Sa réussite, ses succès, ne l'avaient rendu ni distant, ni immodeste, ni insensible. Sa fréquentation du monde de la scène et de l'écran (partie intégrante de son activité professionnelle) ne l'avait pas transformé. La sophistication, le cabotinage et la fausse politesse n'eurent sur lui aucune emprise... Dans ce milieu, il sut - ce qui n'est pas monnaie courante - demeurer lui-même. Il ne joua jamais l'anar avec ostentation.

Là encore (comme dans ses chansons), c'est une preuve qu'au fond (et n'en déplaise à ceux de ses « biographes » qui ont pudiquement usé du bémol pour escamoter son passage chez les libertaires), c'est chez les anars qu'il vécut ses débuts de carrière, qui furent comme un prélude à une réussite bien méritée.

Henri Bouyé

Solidarité avec le Centre culturel libertaire autogéré de Metz

LE CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE autogéré de Metz (C2LAMeur) vient d'être à nouveau condamné à 2000 francs d'amende pour frais de justice dans le procès qui l'a opposé à la mairie de Metz. Pour comprendre la situation, voici un rappel des faits. Le 6 novembre 1999, à l'initiative du Collectif libertaire de Metz (CNT, FA, Scalp), nous occupions un immeuble abandonné appartenant à la ville de Metz (au 57, rue des Allemands). Pendant plus d'un mois,

nous avons organisé quatre concerts, une expo, nous avons créé une bibliothèque alternative « Louise Michel » avec plus de 200 livres, fanzines... La CNT y tenait ses permanences juridiques et syndicales tous les jeudis... tout était basé sur la gratuité pour que toutes et tous aient accès à la culture; nous avions encore de nouveaux projets. Mais le 18 décembre, la mairie ayant porté plainte, nous fûmes expulsés par les forces de l'ordre. Nous nous sommes retrouvés au tribunal face à

la mairie, celle-ci réclamait 80 000 F pour dégradation et occupation. Le jour du procès, 60 personnes étaient présentes pour nous soutenir et la pétition de soutien reçue 500 signatures à Metz. Nous avons été condamnés à payer 4500 F à la mairie de Metz au mois de mars 2000. Une première souscription avait permis de réunir la somme. Aujourd'hui, nous sommes à nouveau condamnés à payer 2 000 F pour frais de justice. Nous faisons donc appel une nouvelle fois à votre solidarité. Vous pouvez envoyer vos dons à CNT interco Metz, Fac des lettres, Île du Saulcy, 57000 Metz (chèque à l'ordre de CNT interco Metz, précisez au dos « solidarité C2LAMeur »). Merci. Pour l'instant, le C2LAMeur se repose. Mais de nouvelles actions de ce style devraient avoir lieu. Si vous êtes intéressés par ce projet, vous pouvez nous écrire à l'adresse de la CNT Metz.

Max. - C2LAMeur



Le groupe « Un autre futur » de Montpellier ouvre une librairie. En soutien il propose une « cuvée spéciale »... 30 F la bouteille, 160 F la caisse. Lieux de vente: Paris: librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Montpellier: 20, rue Terral.

Raymond n'a pas fait la rentrée

BIEN QU'IL N'AIT PAS FAIT DE « POLITIQUE », Raymond Fonvielle se reconnaissait dans la formule « Ni dieu, ni maître », comme il l'écrit dans son autobiographie. Ses relations avec C. Freinet, F. Oury, G. Lapassade... (qu'il analyse dans ses livres) montre qu'il a su travailler avec beaucoup, mais tout en gardant constamment une liberté de critique, et une capacité étonnante de faire des pas de côté. D'origine albigeoise, Raymond Fonvielle, né le 26 septembre 1923 à Arras est mort à Viuz-en-Sallaz, en Haute-Savoie, le 3 septembre 2000. R. Fonvielle s'installe très jeune avec ses parents à Saint-Denis, puis à Gennevilliers où il devient instituteur remplaçant en 1946, puis titulaire. Il restera dans ce poste jusqu'en 1972. N'ayant reçu aucune formation pédagogique, il découvre en 1947 le mouvement Freinet dont il devient vers 1954 le responsable parisien. Son journal: l'Éducateur d'Île-de-France acquiert une audience nationale, grâce au relais de l'Institut pédagogique national (IPN)... En tant qu'instituteur de banlieue, il tente d'adapter les techniques Freinet à l'urbain... Il installe un hangar à côté de sa classe où ses élèves organisent des ateliers (photo, cinéma, démontage de voiture, imprimerie, etc). Il cherche aussi à intéresser les militants pédagogiques à l'apport des sciences humaines, ce qui lui cause quelques discussions chaudes avec Célestin Freinet avec lequel il se brouille en 1961. Très ouvert sur l'étranger, il stimulait des correspondances de ses classes avec des classes américaines, russes ou suisses... Il organisait de nombreux voyages de classes, etc.

Se sentant proche de Carl Rogers, Alexander Neill et Paulo Freire, R. Fonvielle s'engage avec Fernand Oury dans l'invention de la pédagogie institutionnelle; il fonde ensuite le Groupe de pédagogie institutionnelle (1964) avec Michel Lobrot, Georges Lapassade et R. Lourau (1933-2000). Pendant les événements de mai 68, il est élu, en assemblée générale, directeur de l'IPN... Praticien et théoricien de l'autogestion pédagogique, chercheur en analyse institutionnelle et en sciences de l'éducation, Raymond Fonvielle a été président de la Société d'analyse institutionnelle. Membre associé du Laboratoire de recherches en analyse institutionnelle de l'université de Paris VIII, il travaillait ces derniers mois au comité de rédaction des Cahiers de l'implication. Auteur de très nombreux articles, R. Fonvielle a tenu toute sa carrière un journal détaillé de sa pratique de classe, centré chaque année sur des thèmes particuliers (disciplinaires ou organisationnels) dont il tire la matière de 4 ouvrages écrits lors de sa retraite et qui sont des références dans les milieux de la rénovation pédagogique: *L'aventure du mouvement Freinet* (Mériédiens Klincksieck, 1989), *De l'écolier écauré à l'enseignant novateur* (Ivan Davy, 1996), *Naissance de la pédagogie autogestionnaire* (Anthropos, 1998) et *Face à la violence: participation et création* (PUF, 1999). Ahmed Lamih, directeur des *Dossiers pédagogiques* (revue marocaine), a soutenu une thèse de sciences de l'éducation sur la pédagogie de R. Fonvielle: *De Freinet à la pédagogie institutionnelle, ou l'école de Gennevilliers* (Ivan Davy, 1996).

Remi Hess

En bref... En bref... En

■ Le groupe de la Villette vend le Monde Libertaire tous les vendredis de 18 h à 19 h, au métro Jaurès, Paris 19^e.

■ Les groupes normands de la F.A. vous invitent à découvrir La feuille du Monde libertaire n°90 en écrivant à CES - BP 4202 - 76723 Rouen cedex. Vous pouvez envoyer vos dons pour les travaux de la future librairie libertaire et rouennaise « L'insoumise ».

■ L'émission radio des groupes lyonnais de la F.A. a changé d'horaire: c'est tous les mercredis de 20 h à 21 h (sur Radio Canut, 102,2). Permanences de la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}; bus numéro 6) du mercredi au vendredi (de 17 h à 19 h) et le samedi de 15 h à 19 h.

■ Le groupe P. Besnard de la F.A. anime l'émission

Chronique syndicale tous les samedis de 11 h 30 à 13 h 30 sur Radio libertaire (89,4 Paris) et vend le Monde libertaire chaque dimanche de 10 h 30 à 12 h sur le marché de la place des Fêtes (Paris 19^e-20^e).

■ Pour rencontrer les militant·e·s du groupe libertaire dijonnais de la F.A., rendez-vous les 1^{er} et 3^e mardi du mois à l'hôtel des sociétés, salle teinturier, 7 rue du docteur Chaussier.

LYON

Non à Big Brother

Le samedi 7 octobre, 200 personnes ont battu le pavé lyonnais pour protester contre le projet des élus municipaux, de gauche comme de droite, d'installer 50 caméras dans le centre-ville. La manif était essentiellement composée de militants libertaires et de proches sympathisants. Manif péchue comme on les aime, où tout le monde reprenait les slogans du collectif et en lançait d'autres dans la même radicalité. Cette manifestation est pourtant un succès en demi teinte. Le pari du collectif était d'informer la population et de créer un débat en son sein sur cette question de la vidéosurveillance. Nous avons donc depuis deux mois fourni un énorme travail: 1500 affiches collées dans tout Lyon, à Vaux en Velin et la Duchère (ZUP où sont déjà installées des caméras), 4000 tracts distribués sur les marchés, dans les facs et dans les boîtes aux lettres des quartiers du centre-ville. Or, cette manifestation nous montre que les classes populaires ont d'autres soucis que la vidéosurveillance! Mais nous avons fait le travail d'information qui était nécessaire et cette manif a permis de « médiatiser » le débat. Dans une certaine mesure seulement puisque la presse locale a préféré se focaliser sur le groupe « A Gauche Autrement » qui s'est monté pour les municipales. La récupération nous guette à tout instant! Mais la lutte continue! Les gens du collectif semblent continuer à privilégier la mobilisation populaire à une lutte juridique comme moyen d'action. Nous prévoyons donc l'organisation d'un débat public, d'un rassemblement le jour de l'installation des caméras et enfin, plein d'autres actions pour harceler l'administration locale...

Sadia. - groupe Durruti (Lyon)

www.cheznonabigbrother

A G E N D A

jeudi 19 octobre

● PARIS: Débat (précédé d'une projection) sur la vidéosurveillance à l'initiative du CLIFTI (Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information) à 20 h 30 à la maison des ensembles.

vendredi 20 octobre

● PARIS: Débat avec le libertaire groupe Louise Michel « des transports gratuits pour tous » au local « La Rue » à 20 heures, 10 rue Robert Planquette (18^e), M^o Blanche ou Abbesses.

samedi 21 octobre

● BRUXELLES: Conférence-débat à 15 heures avec Denys-Louis Colaux, André Tillieu, ami de Brassens, auteur de « Au près de son arbre », « Brassens, d' affectueuses révérences », Marc Wilmet, professeur de linguistique à l'ULB, auteur de « Brassens, libertaire ». Tour de chant de Sandrine Devienne, suivi d'un repas convivial au Centre libertaire, 65 rue du Midi. P.A.F. 100 FB/20 FF (Pour tout contact, tél. 067/22.01.83).

● PARIS: Forum-débat à la librairie du Monde libertaire avec Abdelaziz Mouride, auteur de la BD « On affame bien les rats » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

● STRASBOURG: Dans le cadre de l'accueil de la caravane anti-capitaliste, le groupe de la F.A. vous invitent à participer à 15 heures à la manif festive au centre-ville (agit prop, sound system, grand jeu de la spéculation, performances) et à 21 heures au concert rock de soutien au CAJ Molodoi.

dimanche 22 octobre

● STRASBOURG: Forum, présentation de la caravane, discussions et débat autour de la mondialisation et des luttes contre le capitalisme, toute la journée au CAJ Molodoi.

mercredi 25 octobre

● PARIS: Comme chaque mercredi, pour sauver Mumia, rassemblement à 18 heures devant le consulat des Etats-Unis, place de la Concorde.

vendredi 27 octobre

● CHELLES: Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion-débat sur la vidéosurveillance avec un intervenant de l'association « Souriez vous êtes filmés », à 20 h 30 au 1bis rue Emilie (près de la gare).

samedi 28 octobre

● ALBI: Le groupe Albert Camus de la F.A. tiendra une table de presse à la fête antimilitariste du COT à Pratgrausals (vers Albi). Au programme: 18 h apéro-concert avec les Biodégradés, 19 h 30: repas et à partir de 21 h concert avec Rageous Gratoons, Nemless, Skarface. Entrée 60 F (repas en sus).

● PARIS: Forum-débat à la librairie du Monde libertaire avec Siné, à propos de « Ma vie, mon œuvre, mon cul » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

samedi 4 novembre

● MARSEILLE: Réunion-débat sur l'ethnologue Pierre Clastres organisée par le CIRA, à 15 heures, 3 rue Saint Dominique.